

LE 8 AVRIL

LA FNIC-CGT APPELLE TOUS SES SYNDICATS À REJOINDRE LES INITIATIVES EN TERRITOIRE.

Nous avons tous des raisons de nous engager dans la lutte et plusieurs Fédérations, auxquelles la FNIC-CGT s'associe, ont choisi de mettre en commun la date du **8 avril** pour amorcer cette riposte nécessaire à la défense de notre modèle social.

C'est le cas dans le secteur de l'Energie, où la FNME appelle à la mobilisation pour défendre un pôle public ayant pour objectif de répondre aux besoins de la population et de fournir aux salariés un statut digne de ce nom, contrairement au projet Hercule qui, s'il est mis en place, achèvera le travail de déconstruction d'EDF.

La Santé appelle aussi à la mobilisation pour exiger la mise en place de moyens humains, matériels et financiers afin d'apporter une réponse de haut niveau en matière de santé, de soins et surtout pouvoir assumer normalement toutes les contraintes liées à cette pandémie de Covid 19. Car ce n'est pas avec un Ségur de la santé qui n'est que pure mascarade, ne faisant que valider la destruction de l'hôpital public, le manque de lits de réanimation et la réduction des effectifs, que nous y parviendrons. De plus, il n'y a aucune volonté de ce gouvernement, à la botte des financiers, d'exiger l'abandon des brevets pour que les vaccins tombent dans le domaine public et que cela permette, de fait, une vaccination de toute la population beaucoup plus rapide.

La Fédération du Commerce et des Services, en première ligne face à la destruction massive d'emplois et au développement de la précarité sans précédent, appelle également à la mobilisation le **8 avril**. Des salariés du Commerce et des Services qui n'ont pas été applaudis mais qui ont fait la preuve de leur utilité pendant les périodes de confinement pour répondre aux besoins des citoyens. Des groupes multimilliardaires comme Mulliez ou Carrefour, pour ne citer que ceux-là, après avoir perçu des millions d'euros de CICE, de l'APLD, organisent la misère sociale en imposant des plans de licenciements de plusieurs milliers d'emplois alors qu'ils distribuent des milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires.

La FNIC-CGT et ses industries ne sont pas épargnées, avec des fermetures d'usines dans le Caoutchouc, le Pétrole, la Chimie, la Plasturgie, des plans antisociaux faisant de la pandémie une aubaine pour accélérer les délocalisations, qui n'ont pour objectif que l'augmentation des profits.

Et n'oublions pas les industries de la santé, aux mains de la Bourse, qui sont responsables de par leurs stratégies financières et non industrielles, d'une explosion des ruptures de médicaments. 44 ruptures de médicaments en 2008, 540 en 2018 et plus de 2 400 en 2020, cela illustre bien les choix qui sont faits en parfaite connaissance de cause. Le gouvernement qui, lors de ses allocutions guerrières du mois de mars 2020, évoquait l'obligation d'une indépendance sanitaire, ne bouge pas une oreille quand un groupe comme Sanofi, abreuvé par des centaines de millions d'euros d'aides publiques, distribue des milliards d'euros de dividendes et annonce un 4^{ème} plan de 1 700 suppressions d'emplois dont 400 dans la recherche.

Est-il besoin de se poser la question de savoir pourquoi Sanofi est à la traîne dans sa recherche vaccinale ?

POUR TOUTES CES RAISONS, LA FNIC-CGT APPELLE L'ENSEMBLE DE SES SYNDICATS À PARTICIPER MASSIVEMENT À LA GRÈVE DU 8 AVRIL 2021, AINSI QU'AUX INITIATIVES QUI SE DÉROULERONT SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE.